

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 52 (1960)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Le travail et l'homme  
**Autor:** Reymond-Sauvain, Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-385125>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

52<sup>e</sup> année

Janvier 1960

N° 1

*Quelques réflexions à propos des  
« Rencontres internationales de Genève, 1959 »*

## Le travail et l'homme

Par *Pierre Reymond-Sauvain*

Depuis quatorze ans, un comité très actif convie à Genève, à la fin de l'été, un certain nombre de conférenciers particulièrement qualifiés pour tenter de faire le point de la pensée contemporaine dans un domaine déterminé.

Cette année-ci, il s'agissait de cerner d'aussi près que possible ce qui concerne le travail et l'homme.

Presque chaque soir, le public genevois était convié à une conférence, soit à l'Aula de l'Université, soit à la Salle de la Réformation.

Je donne ci-après la liste des conférences, afin que nos lecteurs puissent se rendre compte que le problème fut abordé sous tous ses aspects :

*Du travail maudit au travail souverain*, par Georges Lefranc, historien du syndicalisme.

*Le travail et l'activité créatrice du peuple*, par Youri Frantzef, philosophe soviétique.

*Vues prospectives sur le travail*, par Louis Armand, président du Conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français.

*Capitalisme moderne: Collectivisme sans étatisation*, par Adolphe A. Berle, professeur aux USA, qui exerça une influence prépondérante sur l'instauration du « New Deal ».

*Socialisme moderne*, par Jules Moch, ex-président du Conseil des ministres de France, membre du Comité directeur du Parti socialiste de ce pays.

*Quelques aspects du rapport entre le gaspillage et l'immaturité technico-sociale*, par Danilo Dolci, dont l'effort en faveur de la Sicile est connu.

*Les conditions du travail scientifique dans la société contemporaine*, par Alexandre de Muralt, président du Conseil du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

En plus des conférenciers participaient aux débats des invités représentant divers milieux plus particulièrement intéressés à la question à l'étude. (C'est ainsi que j'ai représenté l'Union syndicale suisse aux Rencontres.)

Le lendemain de chaque conférence, l'orateur et les invités se réunissaient au Théâtre de la Cour Saint-Pierre; ceux des invités qui se proposaient de prendre la parole au cours du débat public indiquaient sommairement quelles seraient les questions qu'ils poseraient ou les objections qu'ils formuleraient. Le président en prenait note, classait ces interventions dans un ordre logique, et de 10 heures à 12 h. 30 le débat se déroulait dans la salle du théâtre, le public occupant la salle, le président, le conférencier et les invités se trouvant sur la scène.

Deux des soirées ayant été consacrées à des représentations théâtrales, la matinée du lendemain fut destinée, l'une à des échanges de vues dirigés par M. Robert Gavin, chef du Groupe des affaires africaines au BIT, sur les problèmes du travail en Afrique noire (en présence de plusieurs représentants des pays qui en font partie), l'autre à un débat sur l'Organisation internationale du travail, dirigé par M. Francis Wolf, chef de la Division juridique du BIT.

(Si j'ai donné ces quelques renseignements détaillés sur l'organisation des Rencontres, c'est que la technique adoptée s'est révélée fructueuse à bien des égards et que nous pourrions nous en inspirer dans notre activité syndicale.)

On voudra bien ne pas considérer ce qui va suivre comme un compte rendu des Rencontres internationales de 1959: le gros volume qui paraîtra y suffira sans plus; n'y voyons que quelques-unes des réflexions qu'elles m'ont suggérées et à propos desquelles je résumerai aussi mes interventions à Genève.

### *Au sujet du travail, malédiction ou bénédiction*

C'était le rôle de Georges Lefranc de nous dire ce que l'histoire révèle au sujet des conceptions qu'ont eues les hommes concernant le travail.

Dans les premières pages de la Genèse, le travail est présenté comme une punition qui pèsera sur l'humanité: Tu gagneras ton pain à la sueur de ton visage! En revanche, plusieurs pages de l'Ancien Testament mettent en évidence la noblesse de l'effort constructif.

Les philosophes grecs, eux aussi, son loin d'être d'accord; les uns prônent l'activité de l'esprit et considèrent le travail manuel comme avilissant, d'autres vantent l'activité de l'artisan.

Et ces oppositions se manifestent sans cesse au cours de l'histoire, jusqu'à notre époque.

Au siècle dernier encore, et bien que le travail en fabrique et les longues journées exténuantes aient accablé les ouvriers, Karl Marx envisageait l'édification d'une société humaine basée uniquement sur le travail.

Qu'en penser objectivement?

La recherche des motifs qui nous poussent au travail pourra sans doute nous éclairer.

L'homme travaille tout d'abord pour satisfaire ses besoins, matériels avant tout; mais il peut trouver dans son activité une occasion de révéler sa personnalité, de manifester sa puissance, de se faire valoir, à ses propres yeux comme aux yeux des autres.

Il ne faut pas négliger le fait que, très souvent, l'homme ne dispose pas de ce qu'il produit; son activité sert partiellement à d'autres êtres, qui s'emparent de ses bras ou de son cerveau: pensons à ce qu'a été l'esclavage, à ce qu'il est encore dans certains pays, à ce qu'est le travail du salarié en régime de libre concurrence, tant que le syndicalisme n'intervient pas pour desserrer l'étau qui écrase l'ouvrier.

L'artisan qui crée un objet, le directeur d'entreprise qui la développe selon les plans qu'il a conçus, le savant qui contribue à étendre nos connaissances trouvent dans leur activité l'occasion de manifester leur personnalité et leur puissance. Pour eux, le travail peut être une bénédiction, et M. de Muralt l'a bien montré à Genève, lorsqu'il a parlé de la recherche scientifique.

Mais pour l'ouvrier qui travaille à la chaîne, pour celui qui se livre à une besogne répugnante, pour celui qui a le sentiment d'être asservi ou de ne pas être rétribué ou considéré en proportion de son effort, le travail peut devenir une malédiction à laquelle il désire échapper aussi tôt que possible.

Un bon nombre des tentatives qui ont été faites au cours de ces dernières années ont eu pour but de délivrer le travailleur de cette malédiction.

Ainsi s'en sont avisés les chefs d'entreprise qui, périodiquement, font parcourir l'usine à leur personnel, en vue de lui faire comprendre comment les efforts fragmentaires s'insèrent dans la production. On tâche, de cette manière, de montrer à chacun ce que signifie le geste élémentaire qu'il accomplit des heures durant.

Cela a fortifié sans aucun doute l'attachement que manifestent un certain nombre d'ouvriers à l'entreprise qui les occupe, la fierté qu'ils éprouvent à la sentir puissante et bien organisée; mais leur travail n'en est ni moins monotone ni moins abrutissant.

La création de Comités d'entreprise, de Conseils ouvriers s'efforce de répondre à la même aspiration; dans certains cas, elle a donné quelques résultats.



Affirmons tout d'abord, en nous basant sur de multiples expériences, que ces organismes ne peuvent jouer le rôle qui leur est proposé que s'ils reposent sur un syndicat puissant qui contrôle et anime leur activité; sans lui, ces comités et ces conseils sont mous et privés de vie véritable.

Il est facile de se rendre compte du courage et du dévouement nécessaires à un ouvrier qui accepte une élection à l'un de ces conseils, surtout s'il y conserve son indépendance.

En effet, s'il se propose uniquement d'y transporter les revendications de son organisation professionnelle sans se donner la peine d'apprendre à connaître l'entreprise où il travaille, ses besoins, ses possibilités, il sera sans cesse en conflit avec son employeur, qui le considérera comme un être dénué d'intelligence et de sens pratique.

Au contraire, s'il est convaincu de l'impossibilité pour l'entreprise de répondre favorablement à certaines revendications ouvrières sans lui faire courir de graves dangers, il fera figure de traître aux yeux de ses camarades de travail; il aura « passé à l'ennemi ».

Est-ce à dire que nous devons nous opposer à la création de telles commissions? Non si elles s'appuient sur des groupements syndicaux vivants et dynamiques.

Car elles permettront des relations utiles (rien ne vaut les contacts personnels pour éviter que soient posés de faux problèmes). D'autre part, elles peuvent servir à former le caractère des salariés qui en font partie, à étendre leurs connaissances dans le domaine économique et social.

Ceux qui nous y représentent trouvent un intérêt à leurs fonctions, et leur travail est moins dépersonnalisé; en revanche, les autres salariés qui n'en font pas partie ne voient pas leur joie au travail augmenter.

C'est ainsi que dès 1923 le Cartel cantonal neuchâtelois et la FOMH ont préconisé l'adoption du programme qui les conduisit plus tard à proposer la création de Communautés professionnelles et de Communautés d'industrie. Ce programme n'était pas destiné à combattre les Comités d'entreprise, mais à s'y superposer, à les compléter et à diminuer certains dangers qu'ils pouvaient faire naître.

Malgré l'appui que lui a donné l'Union syndicale suisse, la faveur qu'il a rencontrée dans des milieux divers, la courbette que lui a faite le Conseil national, ce projet n'a pas été réalisé jusqu'ici. Cependant, la généralisation des activités auxquelles participent certains salariés – dans le domaine social, Comités d'entreprise, Commissions ouvrières, Commissions paritaires prévues par les contrats collectifs; dans le domaine politique au sein des parlements locaux, cantonaux, fédéraux; enfin, dans les Conseils des coopératives de consommation et de production – toutes ces activités donnent un intérêt puissant à leur vie.

Dans quelle mesure les nationalisations ont-elles augmenté le plaisir au travail du personnel des entreprises ainsi devenues publiques? Il n'est pas possible de répondre à cette question de façon unilatérale. En Suisse, il est certain que le personnel des CFF éprouve une certaine fierté à servir une entreprise qui marche bien et qui travaille en faveur de la collectivité. Ailleurs, en France et en Grande-Bretagne en particulier, si l'augmentation du rendement des industries nationalisées a confirmé dans une certaine mesure les prévisions des partisans de cette socialisation, il ne fait pas de doute qu'à l'égard de la joie au travail d'amères déceptions aient été éprouvées. Dans de vastes organismes comme ceux dont il s'agit, la situation de l'ouvrier ou de l'employé n'est pas radicalement changée par la remise à la collectivité. Les inférieurs sentent toujours qu'ils ont des patrons au-dessus d'eux; ils éprouvent encore un sentiment de subordination.

En définitive, l'économie moderne donne à certains la possibilité de se développer par leur travail rétribué, mais un grand nombre de salariés, la majorité peut-être, ne peuvent compter que sur leurs loisirs pour se cultiver, manifester leur personnalité et donner satisfaction à leur fantaisie créatrice.

On ne saurait donc attribuer trop d'importance aujourd'hui aux efforts qui sont faits pour l'éducation ouvrière en général, pour l'extension d'un « bricolage » intelligent, en particulier.

### *A propos du capitalisme, du communisme, du socialisme*

Les participants aux Rencontres internationales ont été les témoins d'une confrontation entre les défenseurs de ces trois régimes, chacun cherchant à montrer que le travail pouvait être valorisé par l'organisation économique et sociale qu'il préconisait.

M. A. Berle, sans nier l'existence des problèmes qui doivent être résolus encore par les USA, nous fait l'éloge de son pays. Il nous a épargné certains arguments en faveur du libéralisme, que l'histoire des cent cinquante dernières années a montrés assez fragiles. Le capitalisme qu'il admire n'est plus celui que les économistes libéraux ont défendu avec tant d'acharnement. Comment pourrait-on en être surpris lorsqu'on se rappelle que M. Berle fut l'un des trois hommes composant le « Brain Trust » de la Maison-Blanche, auquel incombait la tâche de formuler dès 1933 les principes à mettre à la base de ce « New Deal » qui a creusé une large brèche dans l'édifice américain d'un capitalisme tout-puissant!

Ses auditeurs ont eu l'impression qu'il prévoit et même qu'il désire voir se produire aux USA, d'une part, en URSS, d'autre part, des évolutions en sens inverse, à la suite desquelles les deux régimes ne seraient pas très différents l'un de l'autre.

Si M. Berle reconnut que les USA ont encore des progrès à faire pour que chacun y vive heureux et satisfait, en revanche, M. Youri Frantzef, président de l'Association sociologique de l'URSS, tenta de nous convaincre que les ouvriers russes, dès maintenant, se sentent parfaitement comblés.

Selon lui, cette béatitude résulte essentiellement de ce que, d'une part, s'étant débarrassés des chimères et des faux problèmes qui déchirent les hommes en proie à la mystique religieuse, ils ne se laissent inspirer que par la science; que, d'autre part, le sentiment de construire une société humaine plus équitable leur permet de supporter allégrement ce que certains travaux pourraient avoir de déprimant.

Il y avait quelque chose d'émouvant dans l'exposé naïf de cet homme qui voyait réalisé déjà dans la société actuelle tout ce que ses aspirations morales lui faisaient désirer pour l'avenir.

Je lui fis remarquer que si nous avons une peine extrême à savoir ce qui se passe réellement en Russie, en revanche nous connaissons les révoltes ouvrières de l'Allemagne de l'Est, de Poznan, de Hongrie, pays dans lesquels l'organisation économique et sociale s'inspire des principes marxistes (ou soi-disant tels). Ces révoltes nous font douter fortement du bonheur général dont goûteraient les travailleurs en régime communiste. Il ne répondit pas.

Il ne répondit pas davantage à cette remarque: On peut admettre que, dans une période héroïque, toujours relativement brève, une génération se sacrifie sans mesure à un idéal qui ne doit se réaliser que plus tard. Mais cette période révolue, l'enthousiasme baisse, et ceux qui sont contraints à des travaux répugnants ou monotones retrouvent leur dégoût ou leur engourdissement; la civilisation à base de travail n'a rien résolu pour eux.

### *Au sujet de la science, de la morale, de la vie spirituelle*

Le travail peut être inspirateur d'une vie morale exaltante, quand il donne à l'homme l'occasion de créer, de s'épanouir, de développer sa puissance, ses connaissances.

A-t-il ce pouvoir – ainsi que l'affirmait M. Frantzef – dans la mesure où il n'est qu'une application immédiate de la science?

Qu'on me permette de m'attarder un peu à l'examen de cette question qui a été si souvent source de confusion parmi nous.

L'homme aspire à connaître le milieu dans lequel il vit et à se connaître lui-même. Le savoir ainsi acquis, bien ordonné, mais sans cesse en évolution, constitue la science.

Elle donne à l'homme un pouvoir grandissant sur la nature, lui permet de prévoir souvent ce qui va se passer dans le domaine physique et biologique, plus rarement dans le comportement des individus et dans l'évolution des sociétés humaines. On a prétendu



que, de cette science, on peut tirer une morale; qu'il suffirait, par exemple, de déterminer la façon dont se nouent les relations entre les hommes sous l'influence de facteurs divers, économiques en particulier, pour établir des règles devant servir de base à la vie des individus.

Or, l'observation de ce qui se passe en nous et autour de nous montre qu'il s'agit là d'une illusion dangereuse.

La réalisation de n'importe quel programme de vie individuelle et sociale qui dépasse la satisfaction des besoins les plus élémentaires et les plus immédiats exige des sacrifices, des efforts souvent assez pénibles. La science réussirait-elle à nous prouver que telle ou telle attitude nous donnera plus de chances de réaliser notre harmonie et de conduire à une société meilleure, rien ne nous obligerait à nous y conformer.

Ici intervient une décision qui n'est pas du domaine de la connaissance.

On peut renoncer à trouver l'origine de cette décision; en effet, il est parfaitement légitime de dire: « Je désire l'épanouissement de ma personnalité; je veux faire ce qui est en mon pouvoir pour créer une société fraternelle, parce que j'y suis poussé invinciblement, parce que c'est pour moi un besoin. Quant à savoir d'où me vient ce désir, cela dépasse mon entendement, et cela ne m'intéresse guère. »

Il est tout aussi possible de rattacher cette impulsion à une conception métaphysique de la vie, de la relier à une religion, de penser que les efforts des générations successives s'expliquent seulement par l'action d'une puissance spirituelle sans cesse agissante dans le cœur des hommes.

Mais, qu'elle soit d'origine agnostique ou religieuse, la décision de préférer à une vie égoïste des sacrifices pour un idéal n'est pas d'ordre scientifique... pas plus que les espoirs et les enthousiasmes de M. Frantzef!

### *Au sujet de la crise du socialisme*

Au capitalisme évolué ou au communisme, M. Jules Moch oppose le socialisme pour atteindre la joie au travail.

Malgré son enthousiasme, malgré l'exposé de faits intéressants, M. Jules Moch a créé chez un bon nombre de ses auditeurs un malaise certain: il semble épouser les illusions dont nous vivions au début du siècle et ne pas soupçonner qu'à l'heure actuelle le socialisme traverse une crise doctrinale profonde, née des faits économiques. Pour lui existe une classe ouvrière dont le régime capitaliste contribue à façonner la pensée; si cette classe ouvrière retrouve son unité, elle réalisera le socialisme, qui consistera en un ensemble de nationalisations (pour autant qu'on puisse déceler



un programme d'action dans les allusions très vagues du conférencier).

Or, il ne fait aucun doute qu'un tel schéma ne correspond plus ni à la réalité ni aux prévisions raisonnables qu'il est possible de formuler aujourd'hui. Et les contradictions entre l'utopie et la réalité sont d'autant plus violentes qu'on hésite davantage à se détacher de tout ce qui, dans le marxisme, s'est révélé non valable.

Lorsqu'on parle de marxisme, il y a lieu de distinguer deux choses: *a)* l'œuvre de Marx, y compris ceux de ses écrits mis au point par Engels; *b)* les simplifications introduites dans cette doctrine par les mouvements politiques qui s'en sont servis.

L'œuvre de Marx est touffue; elle présente une certaine disparate résultant de l'évolution de sa pensée au fur et à mesure que, le temps passant, il était appelé à faire de nouvelles expériences.

Dans sa doctrine, on doit distinguer ce qui résulte de ses observations, et qui a nettement un caractère scientifique, de ce qui provient de ses prévisions, dont la nature conjecturale n'est pas niable.

Sa vision de l'avenir, qu'en bonne logique il a cru tirer du présent, est en réalité très fortement influencée par ce qu'il souhaite, par ses conceptions spirituelles, morales, ses aspirations à la justice sociale, qui agissent dans son subconscient; on ne peut la qualifier de prévision scientifique: il cherche à découvrir dans l'évolution économique et sociale qui s'amorce ce qu'il espère voir apparaître.

Quant aux éléments essentiels du marxisme, tels qu'ils ont pénétré dans un grand nombre de milieux ouvriers à la fin du siècle passé et au début du présent siècle, ils me paraissent être les suivants:

« Les conceptions sociales, morales, spirituelles des hommes sont le produit du milieu économique dans lequel ils agissent; elles n'en sont que la conséquence, le reflet (matérialisme historique).

» Tout s'explique par l'histoire, et l'histoire c'est le théâtre de la lutte des classes. A une époque, l'évolution donne à une classe sociale une puissance économique prépondérante, sans qu'elle détienne le pouvoir politique. Ce pouvoir, elle le conquiert; elle devient la classe dominante. C'est ainsi que la Révolution de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle fut le triomphe de la bourgeoisie.

» Alors que les luttes de classe du passé ont toujours conféré le pouvoir à une classe qui finit par dominer les autres, celle que mène le prolétariat le conduirait à instaurer une société sans classes.

» Dans cette société nouvelle, la justice s'établirait, et le pouvoir politique, devenu inutile, finirait par disparaître.

» Le triomphe du prolétariat résulterait de la concentration industrielle, d'une part, de la concentration capitaliste, d'autre part.

» La concentration industrielle consiste en ce que, sous l'impulsion de la division du travail, en particulier, les petites entreprises tendent à disparaître pour faire place à des entreprises tentaculaires.

» De cette concentration industrielle surgit une concentration capitaliste: les capitaux, c'est-à-dire tout ce que l'homme renonce à consommer immédiatement afin de créer de nouveaux moyens de production, deviennent la propriété d'une minorité de plus en plus puissante, alors que la masse de la population en est dépossédée; cette masse constitue le prolétariat; elle ne peut vivre qu'en vendant sa puissance de travail.

» Entre ce que le salarié produit et ce qu'il consomme, il y a une marge: c'est la plus-value. La concentration capitaliste résulte de ce que les propriétaires des moyens de production la confisquent à leur profit.

» La condition du prolétariat ne cessera de se dégrader; cela créera en chacun de ses membres un esprit de classe; une solidarité et une unité de vues en résulteront, dans le but de se libérer: confisquer la propriété capitaliste pour la remettre à la collectivité, et faire fonctionner la machine économique au profit de tous.

» Cette évolution et cette révolution étant fatales, il n'y a pas lieu de trop se préoccuper des moyens utilisés et de la technique à suivre pour édifier la société nouvelle. C'est l'histoire qui suggérera les méthodes lorsque ce sera nécessaire. »

Il est facile de se rendre compte que toutes ces affirmations renferment une part de vérité, mais que, pour certains de leurs éléments les plus importants, les faits leur opposent un démenti. Nous ne sortirons des difficultés doctrinales actuelles que si nous avons le courage de les reconnaître.

Certes, la structure économique de la société humaine à une certaine époque exerce une très grande influence sur la pensée des hommes, mais affirmer que ce soit le seul élément qui modèle leurs conceptions, c'est simplifier outrageusement une réalité complexe. Si nous laissons à l'histoire le soin de déterminer nos actions, nous consentirions à être ballottés, sans réagir aux puissances extérieures. C'est une impossibilité: notre nature psychologique nous contraint à chaque instant à prendre des décisions nous donnant l'impression de la liberté.

A Genève, nous éprouvions un certain amusement à entendre M. Frantzef faire appel aux valeurs morales, après avoir formulé sa foi marxiste!...

Malgré la concentration industrielle, les petites entreprises ont la vie dure et sont défendues avec une âpreté telle que toute notre politique en est fortement influencée.

La puissance du grand capital est immense; cependant, le fait qu'un grand nombre de gens possèdent des économies, ne serait-ce que sous la forme d'un modeste livret d'épargne, crée en eux un

certain esprit de solidarité... non avec l'ensemble du prolétariat, mais bien avec les possesseurs des capitaux industriels. Rappelons-nous l'initiative dite du « prélèvement sur les fortunes », après la première guerre mondiale, et au sujet de laquelle nous n'avions même pas retrouvé autant de votes affirmatifs que de signatures recueillies pour la demande d'initiative: les adversaires du « prélèvement » avaient réussi à persuader les petits épargnants que leur livret d'épargne était menacé (ce qui, d'ailleurs, était faux)!

Les conditions d'existence des salariés de nos pays industriels, au lieu de se dégrader, n'ont cessé de s'améliorer pour diverses raisons, dont la puissance des syndicats n'est pas la moindre. La masse des marchandises produites, grâce à des méthodes de plus en plus efficaces, grandit constamment, et un certain nombre d'industriels commencent à comprendre que le développement de leurs entreprises dépend en grande partie de la capacité d'achat des masses. (Les « masses prolétariennes » proprement dites ne se trouvent plus actuellement chez nous, comme autrefois, mais dans les pays dont le développement industriel est à peine ébauché; mais cela est une autre question.)

Le sentiment d'appartenir à une classe sociale défavorisée s'est amenuisé chez les salariés. Ils cherchent de moins en moins une libération collective par l'instauration d'un régime économique et social nouveau, mais de plus en plus à diminuer l'écart entre leur situation et celle des « bourgeois » qui les entourent.

Notre collègue Collinet signalait à Genève que la « classe ouvrière » tend à devenir une classe de passage dont on aspire à sortir et, si on n'y arrive pas, à en faire sortir ses enfants.

Enfin, et c'est là sans doute que se révèle l'événement le plus déterminant parmi ceux que Marx n'ait pas prévus – nous voyons se développer en nombre et en influence la classe des « tertiaires », c'est-à-dire de ceux qui rendent à la société des services sans exécuter une besogne manuelle proprement dite: les directeurs salariés, les techniciens, les chercheurs scientifiques, les employés, etc. Un bon nombre d'entre eux trouvent dans leur travail un moyen de s'épanouir; ils en conçoivent une satisfaction telle qu'ils n'éprouvent nullement le sentiment d'être des prolétaires.

M. Armand, au cours de la discussion qui suivit sa conférence, attira notre attention sur les travailleurs, de plus en plus nombreux, qui sont occupés à la réparation des outils, des machines, des installations techniques, et qui trouvent dans les problèmes à résoudre un plaisir non négligeable.

Il y a une cinquantaine d'années, la mystique socialiste avait fait naître chez beaucoup de ceux qui en vivaient le sentiment qu'il suffirait que leurs représentants puissent pénétrer dans les parlements, et surtout dans le gouvernement, pour qu'un changement total intervînt dans leur position sociale. Actuellement, les



élus des salariés sont nombreux dans certains parlements; plusieurs socialistes siègent dans nos Conseils d'Etat, au sein des pouvoirs exécutifs communaux; leur influence fut souvent déterminante: ils ont contribué à améliorer les conditions de vie des ouvriers. Mais les transformations n'ont pu être que lentes, peu spectaculaires, et ni aussi profondes ni aussi révolutionnaires que certains l'avaient espéré.

Ceux qui sont âgés de moins de quarante ans n'ont pas connu la période héroïque au cours de laquelle nous avons développé nos syndicats; ils trouvent souvent tout naturel d'en recueillir les fruits presque sans efforts.

L'espoir que les organisations politiques avaient de grouper la majorité des électeurs autour d'un programme politique visant à transformer complètement et rapidement l'économie dans les pays industriels où la démocratie a le même sens que chez nous s'évanouit donc peu à peu, et nous devons nous résoudre à renforcer notre puissance afin d'obtenir, au cours des négociations que nous menons avec d'autres groupements sociaux, tout ce qui est compatible avec la situation du moment.

Ces diverses confrontations de Genève me conduisent à décrire ma situation personnelle.

### *Comment analyser notre attitude d'aujourd'hui*

Il y a en nous deux aspirations essentielles auxquelles nous lions notre effort quotidien: 1° favoriser tout ce qui peut conduire les hommes à développer leur personnalité, à avoir leur vie pleine et exaltante; 2° créer des institutions qui permettent que, dans chaque nation, de même qu'entre les nations, les tensions inévitables s'équilibrent organiquement sans conduire ni à l'oppression ni à la violence.

Pour y parvenir, il n'y a pas de panacée: il y a des tendances qui se manifestent au moment de résoudre des problèmes sans cesse renaissants et dont les solutions ne sont pas nécessairement déduites d'un principe universellement applicable.

Faut-il placer systématiquement toute l'économie entre les mains de l'Etat?

Faut-il généraliser les institutions coopératives de production et de consommation?

Faut-il, au contraire, laisser aux institutions privées une initiative totale?

Une seule réponse, valable pour tous les cas, n'est pas possible.

En tenant compte de la mentalité humaine, telle que nous la connaissons, il paraît nécessaire de maintenir une économie de marché avec le jeu de la concurrence qui en résulte.



Les entreprises marchent bien, toutes choses étant égales d'ailleurs, dans la mesure où ceux qui les dirigent ont une mentalité de chefs entrepreneurs, à la fois souples et tenaces.

Cependant, il ne faudrait pas croire que seul l'appât du gain soit susceptible d'animer cette activité des chefs. A l'heure actuelle, les techniciens, les chefs d'entreprise salariés jouent un rôle bien plus considérable que les détenteurs de capitaux. Ils trouvent dans leur activité même, dans la manifestation de leur personnalité, des satisfactions qui ne se mesurent pas seulement à l'importance de ce qu'ils gagnent.

Faut-il leur laisser la bride sur le cou ?

Nous sommes ainsi faits qu'une liberté sans limite, une autorité sans contrôle exaspèrent en nous le désir de dominer les autres.

Un juste équilibre peut s'établir si l'on oppose à la puissance patronale un pouvoir équivalent; pratiquement, ce ne peut être que celui de syndicats bien organisés et conscients de leurs responsabilités.

Les deux forces en présence apprennent à se respecter mutuellement, et leur influence réciproque tend à se stabiliser par la signature de contrats collectifs réglant sans violence, mais de façon efficace, tout ce qui concerne la profession.

Organisations patronales et organisations ouvrières peuvent d'ailleurs résoudre ensemble les problèmes qui leur sont communs.

Cela étant fixé, faut-il ou ne faut-il pas socialiser ?

Chaque cas doit être envisagé pour lui-même.

Il y a des socialisations qui sont des réussites: nos Chemins de fer fédéraux, la plupart des services industriels de nos villes, par exemple.

Une économie collective peut s'établir grâce à l'extension du mouvement coopératif, partant de la distribution des marchandises pour arriver à leur production. Il est bon cependant que les sociétés coopératives soient menacées par une certaine concurrence. En Suisse, leur réveil, qui se manifeste depuis quelques années, n'est pas étranger à la nécessité où elles sont placées de lutter contre la Migros.

Le sort des coopératives de production manifeste de même ce besoin de chefs responsables et ayant de l'initiative. Celles qui ont placé de tels hommes à leur tête se développent presque toujours; la plupart des autres végètent.

En définitive, ce n'est pas à la lumière de principes abstraits qu'il faut résoudre cette question: collectivisme ou économie privée. Il y a surtout des « cas » au sujet desquels il faut se prononcer en tenant compte de toutes les données, et en particulier des hommes dont on dispose. Parfois, c'est la socialisation qui fournit la meilleure solution; d'autres fois, c'est l'entreprise privée.

Cependant, il est très probable que l'importance relative de l'économie collective ne cessera de s'accroître.

Mais, quelle que soit la méthode employée, il est absolument nécessaire d'être renseigné sur ce qui se passe, chez nous et dans le monde, au point de vue économique. Il faut avouer que nous le sommes assez mal en Suisse; nos statistiques sont insuffisantes.

Au cours de sa conférence, M. Armand a vivement insisté sur cette nécessité de l'information.

Je me suis permis d'attirer l'attention de ses auditeurs sur le fait qu'il ne suffit pas d'avoir à sa disposition des multitudes de renseignements; il faut aussi élaborer une méthode scientifique afin de savoir les utiliser, sans être ensevelis sous les matériaux. A cet égard, la cybernétique nous aidera puissamment.

De ces efforts résultera certainement une planification progressive de l'économie; mais elle ne s'installera que dans la mesure où elle aura été conçue comme une nécessité par ceux qui la réaliseront, et non comme une contrainte imposée dictatorialement à des gens qui tenteraient d'y échapper.

Dans le domaine social, cette planification s'établit progressivement, en particulier grâce aux efforts soutenus et ordonnés de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Une matinée fut consacrée à l'étude de ces réalisations, au cours des Rencontres.

En comparant les ratifications possibles des instruments élaborés par l'OIT aux ratifications intervenues, un certain scepticisme apparaît parfois. Certes, un trop grand nombre de pays, dont le nôtre aussi, n'agissent pas comme ils le devraient dans ce domaine, et notre secrétaire, Jean Möri, ne cesse de le rappeler; mais c'est une erreur que de mesurer l'influence bienfaisante de l'OIT uniquement au nombre des conventions ratifiées; même quand elles ne le sont pas toutes, elles exercent une influence normative efficace. Nos organisations syndicales peuvent sans cesse s'y référer dans leurs revendications.

A l'heure actuelle, ce qui était autrefois la lutte des classes à l'intérieur des pays industriels a évolué vers une lutte entre les pays riches et les pays pauvres. Cependant, il semble que les leçons du dernier siècle n'aient pas été totalement perdues. On se rend compte dans les pays évolués, bien que de façon encore insuffisante, de la nécessité de venir en aide aux nations qui tentent d'accéder à un statut économique et social relativement élevé.

La matinée au cours de laquelle un contact fut pris avec les représentants de l'Afrique noire pendant les Rencontres a permis de prendre conscience plus clairement des problèmes.

Le sentiment que j'éprouve à la fin de ces débats pourrait être celui de notre impuissance en présence des questions ardues qui

se posent constamment et dans la donnée desquelles apparaissent des facteurs à la fois économiques, sociaux et psychologiques.

Cependant, ceux d'entre nous qui recherchent chaque jour avec patience la solution des problèmes concrets et qui se refusent à poursuivre des chimères, découvrent peu à peu *par la pratique du syndicalisme libre* les méthodes et les instruments indispensables à la construction progressive d'un monde nouveau.

Le syndicalisme a conscience de l'importance de l'éducation ouvrière, ce qui lui permettra sans doute de tracer plus clairement les chemins à suivre afin que les salariés se servent des loisirs conquis pour s'épanouir pleinement et harmonieusement.

## Le sixième congrès de la CISL

Par *Hermann Patteet*

Pendant deux semaines, Bruxelles, dont on parle beaucoup comme future capitale de l'Europe, a brûlé les étapes en devenant pour la circonstance la capitale mondiale du syndicalisme libre. En effet, dans le Palais des Congrès, édifié à la mémoire d'Albert I<sup>er</sup>, le roi chevalier des Belges, se sont retrouvés les quelque 200 délégués de 67 organisations syndicales de 55 pays, représentant plus de 50 millions de travailleurs membres de la Confédération internationale des syndicats libres. Ces délégués représentaient 90% des effectifs de la CISL groupés dans un total de 132 organisations de 100 pays et territoires avec approximativement 57 millions de membres.

### *Dixième anniversaire*

Londres, Milan, Stockholm, Vienne, Tunis et Bruxelles sont les villes qui jalonnent le chemin parcouru par la CISL depuis sa fondation, à Londres, le 7 décembre 1949. Mais s'il fallait simplement rechercher le pittoresque de la géographie, il faudrait y ajouter une longue liste de villes et de villages où, au cours de ses dix premières années d'existence, la CISL a planté le drapeau du syndicalisme libre; on voyagerait d'Okinawa à Kampala, de Nairobi à Kuala-Lumpur, de Tananarive à Paramaribo, de Buenos-Aires à Hiroshima, et chaque trajet resserrerait les mailles de cet immense filet que tisse le syndicalisme autour du monde. Bien entendu, il resterait des vides, des terrains défendus, les pays où une dictature de droite ou soi-disant de gauche empêche les travailleurs de s'organiser librement, les pays où le colonialisme ou le capitalisme tâche encore d'étouffer la conscience ouvrière, d'autres pays enfin où une sorte d'hystérie nationaliste tient les travailleurs écartés de leurs frères d'autres pays.